



Débat d'orientation budgétaire 2022

- + Budget principal
- + Budget AEP
- + Budget assainissement
- + Budget gestion du port
- + Budget spanc



*Marie-Galante,
Pour un territoire solidaire et dynamique*

SOMMAIRE :

- 1 - Cadre juridique
- 2 - Contexte économique:
 - L'économie internationale
 - La zone Euro
 - En France
- 3 - Loi de Finance 2022
- 4 - Le plan de relance
- 5 – Evolution des recettes de fonctionnement sur la période 2016 à 2022 :
- 6 – Evolution des recettes de fonctionnement
- 7 - prospective de l'endettement.
- 8 – Rappel des préconisations de la Chambre Régionale des Comptes
- 9 - Orientations budgétaires :
 - Objectifs à court terme
 - Section Fonctionnement
 - Section Investissement
- 10 – Détail des effectifs

1. Cadre Juridique

1 - Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

L'article L 2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que le **débat d'orientation budgétaire** (DOB) doit s'appuyer sur un **rapport d'orientation budgétaire** (ROB) dont le contenu et les modalités de publication et de transmission ont été précisés par le décret n°2016-841 du 24/06/2016.

Il a été institué pour permettre à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité.

Le rapport d'orientation budgétaire de la Communauté de Communes doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement
- La présentation des engagements pluriannuels
- Les informations relatives à la structure et à l'encours de la dette
- Les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel, à la durée du travail

Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'une délibération dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif. Il doit être transmis aux communes membres dans un délai de 15 jours. Il doit également faire l'objet d'une publicité et doit être mis à disposition du public au siège de l'EPCI dans les mêmes délais.

- 2. Contexte économique :

L'économie internationale

La zone Euro

En France

2 – Contexte économique : à l'international

L'année 2021 a été marquée par l'essor des mesures sanitaires mises en place par les gouvernements afin de lutter contre la COVID 19.

Au 1 janvier 2021, le Royaume-Uni a quitté fiscalement l'Union européenne: il n'y a plus de TVA intracommunautaire d'appliquer sur les produits importés.

En 2021, le commerce mondial a repris avec une hausse des importations et exportations qui rattachent l'année 2021 à la situation d'avant crise.

Le pouvoir d'achat des ménages est en progression de 2,2 %, et ce, grâce aux mesures de soutien mises en place par les gouvernements.

Cependant, le prix des matières premières ne cesse d'augmenter, faisant baisser les marges de manœuvres des consommateurs et creuse l'écart déjà important entre pays développés et pays en développement

Tableau 1 : Prévisions de croissance (moyenne annuelle, en %)

	2019	2020	2021	2022	Cumul 20/22
	Observé**		Prévisions**		
CROISSANCE MONDIALE*	2,8	-3,3	6,0	4,5	7,1
ÉCONOMIES AVANCÉES*	1,6	-4,6	5,3	4,3	4,7
États-Unis	2,4	-3,4	6,2	4,4	7,1
Japon	0,0	-4,7	2,3	3,0	0,4
Royaume-Uni	1,3	-9,8	7,0	5,3	1,5
Zone euro*	1,3	-6,5	4,9	4,4	2,3
dont Allemagne	0,6	-5,0	3,2	4,6	2,5
dont Italie	0,3	-8,9	5,8	4,5	0,7
dont Espagne	2,2	-10,8	6,1	5,7	0,0
ÉCONOMIES ÉMERGENTES*	3,7	-2,1	6,5	4,7	9,2
Chine	6,1	2,3	8,2	5,4	16,7

* Les croissances mondiale et par zone économique sont estimées à partir des prévisions de 12 pays réalisées par la DG Trésor (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne, Brésil, Chine, Inde, Russie, Turquie) complétées par les projections du FMI. L'agrégat zone euro est construit à partir des comptes trimestriels nationaux, des prévisions DG Trésor pour l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, complétées par les prévisions de la Commission européenne pour les autres pays.

** Les prévisions sont corrigées des jours ouvrables (cjo) alors que les données observées (pour 2019 et 2020) sont non-cjo.

Sources : FMI (Perspectives économiques mondiales, juillet 2020), Commission européenne (Prévisions économiques d'été, juillet 2020) prévisions RESF.



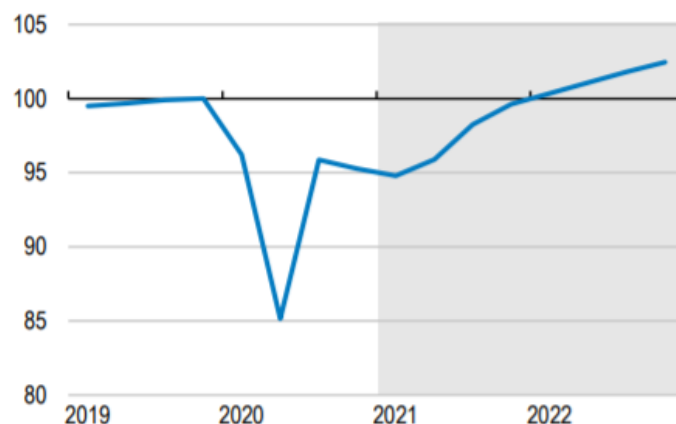
2 – Contexte économique : dans la zone Euro

Avec la pandémie de COVID 19, les pays de la zone euro et l'Union européenne ont mis en sommeil les mesures prises par la Banque centrale européenne (BCE) pour combattre les effets directs des confinements à répétition. Le monde économique a été fortement impacté, tant le pouvoir d'achat des ménages européens que les entreprises, quelque soit leurs tailles.

Les effets secondaires de la pandémie de coronavirus seront multiples et impacteront le PIB et le PNB pendant plusieurs années. Pour 2022, le PIB peinera à retrouver son niveau d'avant crise, notamment avec le risque d'une recrudescence de la maladie au niveau européen. Cf graphique « à la fin de 2022, le PIB sera encore inférieur à son niveau d'avant la crise »

L'Union européenne a été la zone la plus touchée par les effets collatéraux de la pandémie sur le marché du travail. Cf graphique « l'Europe a été la plus durement touchée ».

A. À la fin de 2022, le PIB sera encore inférieur à son niveau d'avant la crise
Indice (T4 2019=100), volume, ZE-17



2 – Contexte économique : en France

Le PIB français a retrouvé son niveau d'avant crise depuis le 3^{ème} trimestre 2021.

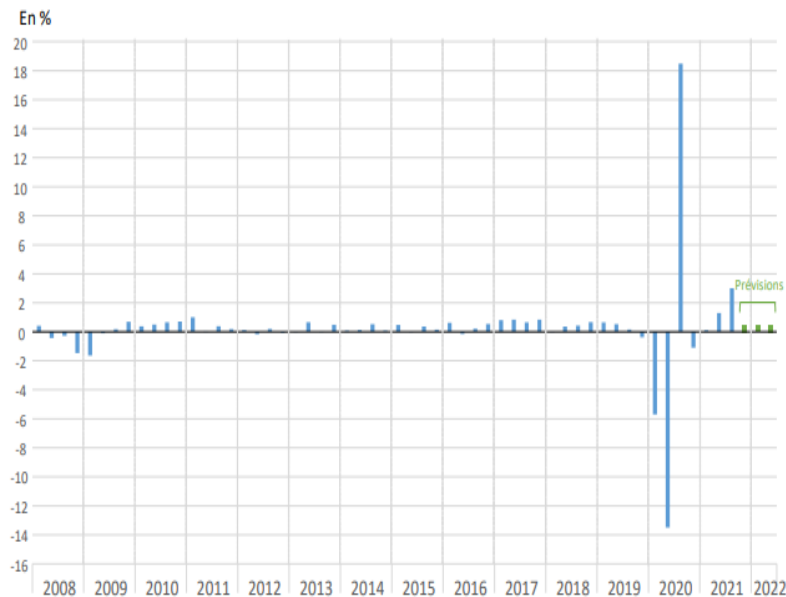
Selon l'OFCE les prévisions pour 2022 dépendent de manière cruciale de l'utilisation de l'« épargne Covid » accumulée par les ménages.

La croissance française pourrait être de 6 % en 2022, le taux de chômage à 8,7 % et la dette à 115 % du PIB.

Enfin, le scénario de croissance repose également sur l'hypothèse d'une sortie durable de la crise sanitaire.

Évolution de la croissance française

Variation trimestrielle (données CVS-CJO)



Source : Insee, Note de conjoncture, 14 décembre 2021

3. Projet de loi de finances 2022

3 – Projet de loi de finances 2022

L'évolution de l'épargne brute des collectivités

Les collectivités territoriale sont abordé l'exercice 2021 dans des conditions financières moins dégradées que prévu.

Les recettes de fonctionnement progressent de 3,3% et les dépenses de 2,2%.

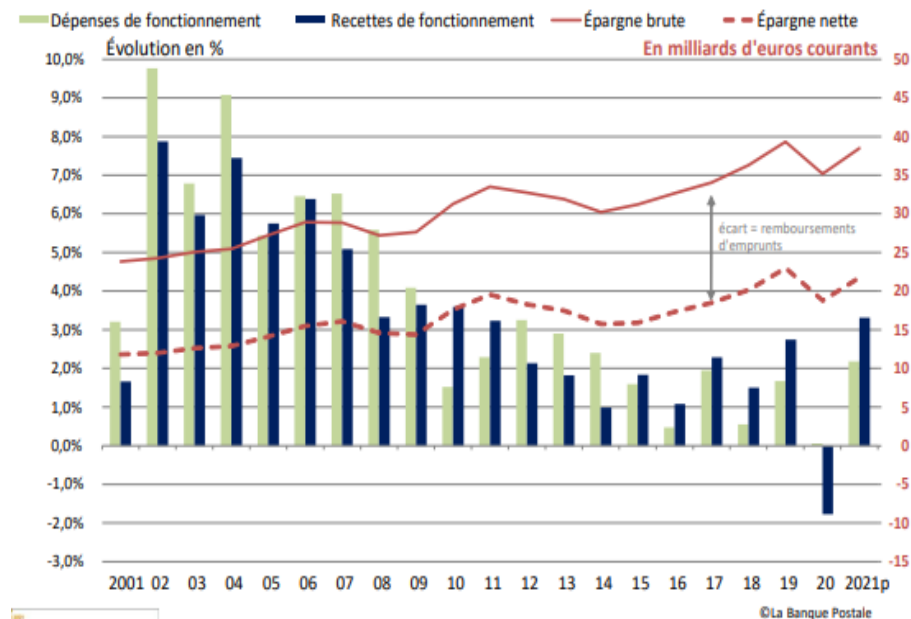
L'épargne brute progresse de 9,4 %. Elle s'élève à 38,5 milliards d'euros soit près d'un milliard de moins qu'en 2019.

Les collectivités retrouvent des marges de manœuvre financières pour investir sans toutefois rétablir leurs capacités d'avant crise.

Ces évolutions restent néanmoins disparates entre les différents niveaux de collectivités, la hausse étant davantage visible pour les départements et les communes.

Sources: La banque postale/FEDEPL

Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales



3 – Projet de loi de finances 2022

Les mesures éminentes de ce projet de loi de finances

A retenir

- Enveloppe figée DGF
- Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales
- Augmentation de la DSU et de la DSR : +95 M€ chacune
- Collectivités d'outre-mer : rattrapage du niveau de dotations par rapport aux collectivités de Métropole. Rattrapage effectif pour 2023
- Un resserrement du seuil d'écrêtement de la dotation forfaitaire de 75% à 85% du potentiel fiscal moyen national
- Baisse des variables d'ajustement qui ne touche pas le bloc communal (DCRTP stable)
- Un renouvellement de l'effort en faveur de l'investissement
 - 907 M€ pour la DSIL
 - 150M€ pour la DPV
 - 1,04 Md€ pour la DETR

A prendre en compte :

- Dotation de soutien aux communes pour la biodiversité
- Modification du régime de la responsabilité des gestionnaires publics
- Reconduction de la sécurisation d'une partie des recettes de fonctionnement des collectivités territoriales au titre de 2021

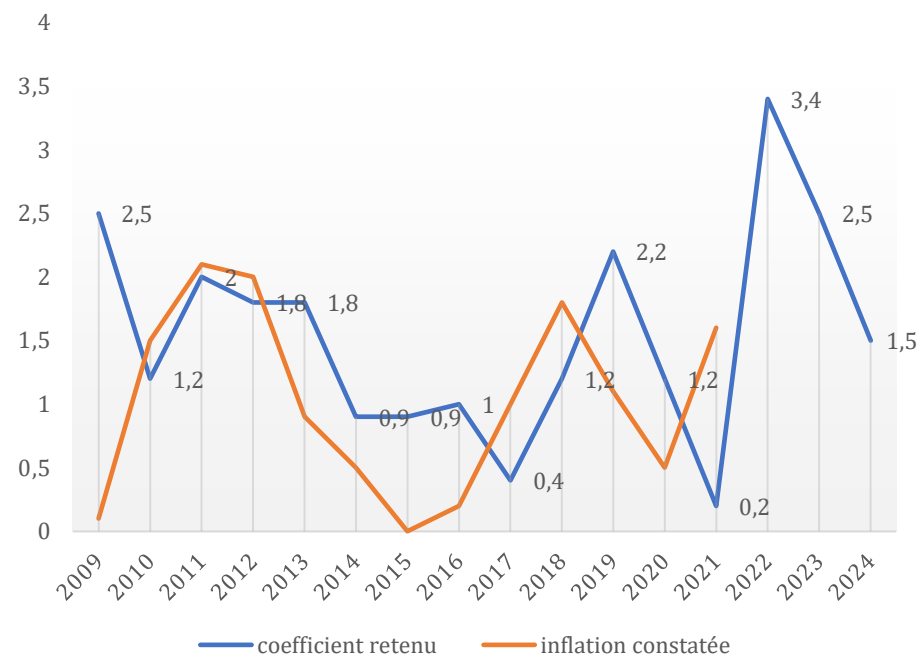
3 – Projet de loi de finances 2022

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

Depuis l'article 99 de la loi de finances 2017, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle. Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

L'IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) constaté en novembre 2020 étant de +0,20% par rapport à novembre 2019, le coefficient légal était donc de 1,002% en 2021 (contre 1,02% en 2020). Pour 2022, le coefficient de revalorisation forfaitaire s'établit à **+3,4%**.

Evolution des basses fiscales



3 - Loi de Finances -Toujours d'actualité :

Autres mesures

- **Encaissement des recettes fiscales par un organisme autre que le comptable public**

La LFI permet de confier à un ou plusieurs prestataires externes l'encaissement et le décaissement en numéraire des recettes et dépenses publiques, ainsi que l'encaissement par carte bancaire sous contrôle de l'Etat. **L'objectif de cette mesure est de permettre à l'administration des finances publiques de ne plus manier d'espèces d'ici 2 ou 3 ans.**

- **Mise en place de la nomenclature M57 pour l'arrivée du compte financier unique (CFU)**

Le CFU (qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion) doit permettre une simplification des processus administratifs et une meilleure sincérité des comptes en regroupant l'ensemble des informations comptables dans un seul document.

Notre collectivité va se préparer à cette transformation avec notamment la mise en place de la nomenclature M57 et la mise à jour comptable de son inventaire des biens composant son actif.

3 – Projet de loi de finances 2022

Rappel sur l'exonération progressive de la taxe d'habitation :

Sur 2021 et 2022, exonération progressive pour les ménages restants:

- 30 % en 2021
- 65 % en 2022
- à compter de 2023 : suppression totale de la TH

Les communes et EPCI à fiscalité propre ne percevront plus la TH à partir de 2021.

Cette recette sera affectée au budget de l'Etat.

La taxe foncière sur les propriétés perçues par les Départements sera transférée aux communes avec un coefficient correcteur afin de s'assurer qu'elles perçoivent bien leurs produits antérieurs.

4. Le plan de relance :

- Dans les DOM TOM

4 – Plan France relance dans les territoires d'outre-mer

Les territoires d'outre-mer bénéficieront pleinement du plan de relance annoncé par le Premier ministre. Avec au moins 1,5 milliards d'euros qui seront consacrés en 2021 et 2022 à des projets, prenant en compte les spécificités de ces territoires.

Les mesures du plan de relance se déclineront, selon les compétences des collectivités, suivant 3 axes :

3 axes du plan de relance:

- Verdissement de l'économie
- Renforcement de la compétitivité des entreprises
- Cohésion des territoires

4 – Plan France relance dans les territoires d'outre-mer

Le plan France relance comporte des mesures répondant aux spécificités des territoires :

- Rénovation des réseaux d'eau et d'assainissement et production d'eau potable
- Mise aux normes des bâtiments publics dans le cadre du plan séisme Antilles
- Mesures d'accélération de la transformation agricole, modernisation des abattoirs et renouvellement des agro équipements
- Infrastructures routières
- Soutien à l'emploi et la formation avec notamment une augmentation du nombre de Parcours Emploi Compétences (PEC)
- Une enveloppe de 200 M€ pour garantir les recettes fiscales des collectivités.
- Rénovation des bâtiments publics d'Etat,

En Guadeloupe, mise en place d'un plan territorialisé :

L'accord territorial de relance prévoit la mobilisation de 205 M€ en 2021 et 2022, dont 135 M€ de crédits État et 70 M€ de crédits apportés par le Conseil régional.

5 : Situation financière de la collectivité de 2015 à 2021 :

- Résultats 2021 des différents budgets :
 - Budget Général
 - Budget
- Synthèse consolidée des résultats

5- Budget Général CA 2021 Section Fonctionnement

Dépenses				Recettes			
Chapitres	AFD 2021	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD 2021	BP 2021	CA 2021
011 Charges à caractère général	1 181 607,00	1 314 000,00	1 225 477,91	013 Atténuations de charges	118 854,00	40 000,00	-1 528,39
012 Charges de personnel	2 757 884,00	2 508 500,00	2 483 806,45	70 Produits de service	127 034,00	320 300,00	284 501,04
014 Atténuations de produits	573 761,00	573 761,00	573 760,53	73 Impôts et taxes	5 406 223,00	5 032 393,00	5 379 448,14
022 Dépenses imprévues		25 000,00		74 Dotations et participations	817 950,00	1 220 313,00	725 272,46
65 Autres charges de gestion courante	1 250 139,00	1 223 500,00	1 182 246,50	75 Autres produits de gestion	1 130,00	878,00	196,68
66 Charges financières	62 895,00	65 000,00	58 900,57	7788 Produits exceptionnels divers	169 178,00	448 030,41	341 116,17
67 Charges exceptionnelles	260 037,00	521 639,77	506 602,79				
Total dépenses réelles	6 086 323,00	6 231 400,77	6 030 794,75	Total recettes réelles de fonctionnement	6 640 369,00	7 061 914,41	6 729 006,10
042 Opérations d'ordre		63 000,00	14 280,34				
Total dépenses de fonctionnement		6 294 400,77	6 045 075,09	Total recettes de fonctionnement		7 061 914,41	6 729 006,10
		767 513,64					
TOTAL Section Fonctionnement Dépenses		7 061 914,41	6 045 075,09	TOTAL Section Fonctionnement Recettes		7 061 914,41	6 729 006,10

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6 729 006,10
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 045 075,09
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	683 931,01

5 – Budget Général CA 2021 Section Investissement

DEPENSES				RECETTES			
Chapitres	AFD 2021	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD 2021	BP 2021	CA 2021
13 Subventions d'investissement		0,00	25 021,25	10 Dotations, fonds divers	294 866,00	458 548,80	459 088,17
16 Emprunts	335 827,00	352 000,00	344 746,02	13 Subventions d'investissement	1 758 473,00	3 401 364,39	378 376,31
20 Immobilisations incorporelles		204 612,00	80 344,25	16 Emprunts	1 500 000,00	480 000,70	753 581,25
204 Subventions d'équipement		80 000,00		23 Travaux en cours			25 809,73
21 Immobilisations corporelles	3 216 075,00	2 503 590,77	550 115,58	040 Opérations d'ordre		63 000,00	14 280,34
23 Immobilisations en cours		1 361 916,87	582 189,90				
Total dépenses d'investissement	3 551 902,00	4 502 119,64	1 582 417,00	Total Recettes d'Investissement	3 553 339,00	4 402 913,89	1 631 135,80
Report du déficit N-1		4 114 830,21	4 114 830,21	Résultat de la section Investissement		767 513,64	
TOTAL Section Investissement Dépenses	3 551 902,00	8 616 949,85	5 697 247,21	TOTAL Section Investissement Recettes		5 170 427,53	1 631 135,80

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 631 135,80
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 697 247,21
DEFICIT DE LA SECTION INVESTISSEMENT	-4 066 111,41

Synthèse :

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT	683 931,01
RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	-4 066 111,41
RESULTAT GLOBAL BUDGET GENERAL	-3 382 180,40

5 – Budget Assainissement CA 2021 Section fonctionnement

Dépenses				Recettes			
Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021
011 Charges à caractère général	76 500,00	8 000,00	3 817,40	013 Atténuations de charges			0,00
012 Charges de personnel			0,00	70 Produits de service	38 661,00	35 000,00	32 014,11
014 Atténuations de produits			0,00	73 Impôts et taxes			0,00
022 Dépenses imprévues			0,00	74 Dotations et participations	258 570,00	-184 303,00	
65 Autres charges de gestion courante			0,00	75 Autres produits de gestion	22 950,00		
66 Charges financières	19 568,00	16 000,00	14 638,72	7788 Produits exceptionnels divers			0,00
67 Charges exceptionnelles	125 000,00	211 000,00	184 303,00				
Total dépenses réelles	221 068,00	235 000,00	202 759,12	Total recettes réelles de fonctionnement	320 181,00	-149 303,00	32 014,11
042 Opérations d'ordre			0,00				
Total dépenses de fonctionnement	221 068,00	235 000,00	202 759,12	Total recettes de fonctionnement	320 181,00	-149 303,00	32 014,11
023 Résultat section fonctionnement	0,00						
TOTAL Section Fonctionnement Dépenses	221 068,00	235 000,00	202 759,12	TOTAL Section Fonctionnement Recettes	320 181,00	-149 303,00	32 014,11

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	32 014,11
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	202 759,12
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	-170 745,01

5 – Budget Assainissement CA 2021 Section Investissement

DEPENSES				RECETTES			
Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021
13 Subventions d'investissement			0,00	10 Dotations, fonds divers		210 649,31	103 599,29
16 Emprunts	76 162,00	205 560,00	195 392,70	13 Subventions d'investissement	1 385 181,00	345 751,50	0,00
20 Immobilisations incorporelles			4 448,50	16 Emprunts	251 509,00	241 000,00	340,00
204 Subventions d'équipement			0,00	23 Immobilisations en cours			3 195,53
21 Immobilisations corporelles	1 659 641,00	17 000,00	10 296,64	040 Opérations d'ordre			0,00
23 Immobilisations en cours		271 344,40	59 604,56				
Total dépenses d'investissement	1 735 803,00	493 904,40	269 742,40	Total Recettes d'Investissement	1 636 690,00	797 400,81	107 134,82
Résultat de la section investissment		132 022,04	132 022,04				
TOTAL Section Investissment Dépenses	1 735 803,00	625 926,44	401 764,44	TOTAL Section Investissement Recettes		797 400,81	107 134,82

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	107 134,82
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	401 764,44
DEFICIT DE LA SECTION INVESTISSEMENT	-294 629,62

Synthèse :

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT	-170 745,01
RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	-294 629,62
RESULTAT GLOBAL BUDGET GENERAL	-465 374,63

5 – Budget EAU CA 2021 Section Fonctionnement

Dépenses				Recettes			
Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021
011 Charges à caractère général	52 163,00	112 200,00	77 871,28	013 Atténuations de charges			0,00
012 Charges de personnel	91 915,00	158 550,00	156 380,79	70 Produits de service	440 411,00	556 000,00	368 331,54
014 Atténuations de produits			0,00	73 Impôts et taxes			0,00
022 Dépenses imprévues			0,00	74 Dotations et participations			0,00
65 Autres charges de gestion courante	9 094,00	1 000,00	-6 170,42	75 Autres produits de gestion		50,00	1,02
66 Charges financières	2 246,00	2 500,00	2 239,70	7788 Produits exceptionnels divers		2 250,14	184 303,00
67 Charges exceptionnelles	408 570,00	-183 303,00	3 186,17				
Total dépenses réelles	563 988,00	90 947,00	233 507,52	Total recettes réelles de fonctionnement	440 411,00	558 300,14	552 635,56
042 Opérations d'ordre			0,00				
Total dépenses de fonctionnement	563 988,00	90 947,00	233 507,52	Total recettes de fonctionnement	440 411,00	558 300,14	552 635,56
023 Résultat section fonctionnement	0,00	818 343,00		002 Report de fonctionnement		350 989,86	350 989,86
TOTAL Section Fonctionnement Dépenses	563 988,00	909 290,00	233 507,52	TOTAL Section Fonctionnement Recettes	440 411,00	909 290,00	903 625,42

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	903 625,42
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	233 507,52
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	670 117,90

5 – Budget EAU CA 2021 Section Investissement

DEPENSES				RECETTES			
Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021
13 Subventions d'investissement			0,00	10 Dotations, fonds divers			25 713,49
16 Emprunts	41 114,00	45 000,00	41 113,56	13 Subventions d'investissement	966 750,00	919 183,75	45 355,13
20 Immobilisations incorporelles		222 383,35	0,00	16 Emprunts			0,00
204 Subventions d'équipement			0,00	23 Immobilisations en cours			0,00
21 Immobilisations corporelles	1 487 789,00	489 850,14	36 893,62	27 Autres immobilisations financières		75 000,00	0,00
23 Immobilisations en cours		2 671 810,88	134 817,60	021 Virement a la section d'exploitation		818 343,00	
Total dépenses d'investissement	1 528 903,00	3 429 044,37	212 824,78	Total Recettes d'Investissement	966 750,00	1 812 526,75	71 068,62
				Résultat de la section Investissement		1 933 932,94	1 933 932,94
TOTAL Section Investissement Dépenses	1 528 903,00	3 429 044,37	212 824,78	TOTAL Section Investissement Recettes	966 750,00	3 746 459,69	2 005 001,56

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 005 001,56
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	212 824,78
EXCEDENT DE LA SECTION INVESTISSEMENT	1 792 176,78

Synthèse :

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT	670 117,90
RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	1 792 176,78
<	2 462 294,68

5 – Budget PORTS CA 2021 Section Fonctionnement

Dépenses				Recettes			
Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021
011 Charges à caractère général	200 000,00	60 300,00	30 347,90	013 Atténuations de charges		200,00	0,00
012 Charges de personnel	432 423,00	276 160,00	276 160,00	70 Produits de service	204 831,00	184 154,00	121 472,48
014 Atténuations de produits			0,00	73 Impôts et taxes			0,00
022 Dépenses imprévues		5 000,00		74 Dotations et participations			0,00
65 Autres charges de gestion courante		100,00	0,51	75 Autres produits de gestion	1 000 000,00	490 000,00	874 233,57
66 Charges financières			0,00	7788 Produits exceptionnels divers		100,00	0,00
67 Charges exceptionnelles		137 651,90	137 651,90				
Total dépenses réelles	632 423,00	479 211,90	444 160,31	Total recettes réelles de fonctionnement	1 204 831,00	674 454,00	995 706,05
042 Opérations d'ordre		1 000,00					
Total dépenses de fonctionnement	632 423,00	480 211,90	444 160,31	Total recettes de fonctionnement	1 204 831,00	0,00	995 706,05
023 Résultat section fonctionnement	0,00	394 242,10		002 Report de fonctionnement			
TOTAL Section Fonctionnement Dépenses	632 423,00	874 454,00	444 160,31	TOTAL Section Fonctionnement Recettes	1 204 831,00	0,00	995 706,05

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	995 706,05
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	444 160,31
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	551 545,74

5 – Budget PORTS CA 2021 Section Investissement

DEPENSES				RECETTES			
Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021	Chapitres	AFD	BP 2021	CA 2021
13 Subventions d'investissement			0,00	10 Dotations, fonds divers		188 487,30	168 487,30
16 Emprunts			0,00	13 Subventions d'investissement		71 676,00	2 005,77
20 Immobilisations incorporelles		30 000,00	0,00	16 Emprunts			0,00
204 Subventions d'équipement			0,00	23 Immobilisations en cours			0,00
21 Immobilisations corporelles		59 416,24	0,00	040 Opérations d'ordre		1 000,00	0,00
23 Immobilisations en cours		263 160,54	0,00	021 Virement a la section d'exploitation			
Déficit N-1		285 013,81	285 013,81				
Total dépenses d'investissement	0,00	637 590,59	285 013,81	Total Recettes d'Investissement	0,00	261 163,30	170 493,07
Résultat de la section investissement				Résultat de la section Investissement		394 242,10	
TOTAL Section Investissement Dépenses	0,00		285 013,81	TOTAL Section Investissement Recettes	0,00	655 405,40	170 493,07

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	170 493,07
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	285 013,81
DEFICIT SECTION INVESTISSEMENT	-114 520,74

Synthèse :

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT	551 545,74
RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	-114 520,74
<	437 025,00

5 – Budget SPANC CA 2021 Section Fonctionnement

Dépenses				Recettes				
Chapitres	BP 2021	BP 2021	CA 2021	Chapitres			BP 2021	CA 2021
011 Charges à caractère général		2 500,00		013 Atténuations de charges				
012 Charges de personnel		18 500,00		70 Produits de service			21 000,00	1 535,00
014 Atténuations de produits				73 Impôts et taxes				
022 Dépenses imprévues				74 Dotations et participations				
65 Autres charges de gestion courante				75 Autres produits de gestion				
66 Charges financières				7788 Produits exceptionnels divers				
67 Charges exceptionnelles								
Total dépenses réelles	0,00	21 000,00		Total recettes réelles de fonctionnement		0,00	21 000,00	1 535,00
042 Opérations d'ordre								
Total dépenses de fonctionnement	0,00	21 000,00		Total recettes de fonctionnement		0,00	21 000,00	1 535,00

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 535,50
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	1 535,50

RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT	1 535,00
RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT	0,00
<	1 535,00



5 – CA 2021 Sections Fonctionnement consolidées de 2015 à 2021

Section Fonctionnement	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	6 543 947 €	6 438 334 €	6 876 234 €	6 998 818 €	7 803 610 €	8 269 503 €	8 310 897 €
Budget Principal	5 861 690 €	5 819 611 €	5 894 623 €	6 126 041 €	6 998 828 €	6 857 082 €	6 729 006 €
Budget Annexe Eau	363 356 €	289 221 €	670 326 €	585 074 €	491 990 €	805 500 €	552 636 €
Budget Annexe Assainissement	0 €	0 €	0 €	0 €	89 321 €	216 746 €	32 014 €
Budget Annexe Gestion du Port	148 840 €	158 558 €	175 822 €	190 877 €	223 471 €	390 175 €	995 706 €
Budget Annexe Abattoir	170 061 €	170 944 €	135 463 €	96 827 €	0 €	0 €	0 €
Budget Annexe SPANC							1 535 €
Dépenses de fonctionnement	6 378 564 €	6 717 513 €	6 554 018 €	6 753 170 €	6 389 577 €	5 781 619 €	6 925 502 €
Budget Principal	5 471 299 €	5 712 098 €	5 506 158 €	5 886 703 €	5 838 056 €	5 003 879 €	6 045 075 €
Budget Annexe Eau	11 435 €	24 660 €	90 816 €	17 806 €	341 801 €	454 510 €	233 508 €
Budget Annexe Assainissement	5 629 €	4 793 €	4 906 €	21 989 €	20 051 €	121 096 €	202 759 €
Budget Annexe Gestion du Port	122 498 €	135 946 €	142 909 €	299 758 €	189 669 €	202 134 €	444 160 €
Budget Annexe Abattoir	767 704 €	840 016 €	809 230 €	526 915 €	0 €	0 €	
Budget Annexe SPANC							
Résultat Comptable annuel	165 383 €	-279 179 €	322 216 €	245 648 €	1 414 033 €	2 487 883 €	1 385 395 €
Budget Principal	390 391 €	107 513 €	388 465 €	239 338 €	1 160 772 €	1 853 203 €	683 931 €
Budget Annexe Eau	351 921 €	264 560 €	579 510 €	567 267 €	150 189 €	350 990 €	319 128 €
Budget Annexe Assainissement	-5 629 €	-4 793 €	-4 906 €	-21 989 €	69 270 €	95 649 €	-170 745 €
Budget Annexe Gestion du Port	26 342 €	22 612 €	32 913 €	-108 881 €	33 802 €	188 041 €	551 546 €
Budget Annexe Abattoir	-597 642 €	-669 072 €	-673 766 €	-430 088 €	0 €	0 €	0 €
Budget Annexe SPANC							1 535 €
Report N-1	-485 290 €	-1 240 002 €	-1 519 181 €	-1 196 965 €	-3 097 972 €	-1 834 255 €	350 990 €
Budget principal	0 €	0 €	107 513 €	495 978 €	-2 975 473 €	-1 814 701 €	
Budget annexe Eau	175 137 €	0 €	264 560 €	844 070 €	0 €	0 €	350 990 €
Budger annexe Assainissement	-31 827 €	-37 455 €	-42 249 €	-47 154 €	-69 143 €	0 €	
Budget annexe Gestion du port	-23 696 €	0 €	22 612 €	55 525 €	-53 356 €	-19 554 €	
Budget annexe Abattoir	-604 904 €	-1 202 546 €	-1 871 618 €	-2 545 384 €	0 €	0 €	
Budet annexe SPANC							
Résultat section fonctionnement	-319 906 €	-1 519 181 €	-1 196 965 €	-951 318 €	-1 683 939 €	653 628 €	1 736 385 €
Budget Principal	390 391 €	107 513 €	495 978 €	735 316 €	-1 814 701 €	38 502 €	683 931 €
Budget annexe Eau	527 059 €	264 560 €	844 070 €	1 411 338 €	150 189 €	350 990 €	670 118 €
Budget annexe Assainissement	-37 456 €	-42 249 €	-47 154 €	-69 143 €	127 €	95 649 €	-170 745 €
Budget annexe Gestion du Port	2 646 €	22 612 €	55 525 €	-53 356 €	-19 554 €	168 487 €	551 546 €
Budget annexe Abattoir	-1 202 546 €	-1 871 618 €	-2 545 384 €	-2 975 473 €	0 €	0 €	0 €
Budget Annexe SPANC							1 535 €



5 – CA 2021 Sections Investissement consolidées de 2015 à 2021

Section Investissement	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes d'investissement	3 668 068 €	1 826 712 €	1 918 234 €	2 178 275 €	5 394 763 €	3 952 602 €	1 979 832 €
Budget Principal	3 155 873 €	973 093 €	370 746 €	1 565 756 €	3 244 763 €	2 770 351 €	1 631 136 €
Budget annexe Eau	367 888 €	709 559 €	700 000 €	529 183 €	1 987 638 €	1 002 889 €	71 069 €
Budget annexe Assainissement	0 €	73 890 €	712 500 €	68 316 €	101 363 €	67 702 €	107 135 €
Budget annexe Gestion du Port	1 000 €	3 646 €	76 000 €	1 000 €	61 000 €	111 659 €	170 493 €
Budget annexe Abattoir	143 306 €	66 525 €	58 988 €	14 020 €	0 €	0 €	
Dépenses d'investissement	1 922 911 €	3 023 807 €	3 714 179 €	2 694 179 €	3 869 948 €	4 237 494 €	2 064 984 €
Budget Principal	1 279 417 €	1 994 752 €	2 791 673 €	1 777 868 €	2 996 112 €	2 733 142 €	1 582 417 €
Budget annexe Eau	588 671 €	818 526 €	696 053 €	603 629 €	725 330 €	1 163 776 €	212 825 €
Budget Annexe Assainissement	19 795 €	66 509 €	40 305 €	79 089 €	81 479 €	332 520 €	269 742 €
Budget Annexe Gestion du Port	0 €	54 375 €	185 456 €	209 174 €	67 026 €	8 056 €	0 €
Budget Annexe Abattoir	35 027 €	89 644 €	694 €	24 419 €	0 €	0 €	
Résultat comptable section	1 745 157 €	-1 197 094 €	-1 795 945 €	-515 904 €	1 524 815 €	-284 892 €	-85 152 €
Budget Principal	1 876 456 €	-1 021 659 €	-2 420 927 €	-212 112 €	248 651 €	37 209 €	48 719 €
Budget annexe Eau	-220 783 €	-108 967 €	3 947 €	-74 447 €	1 262 307 €	-160 887 €	-141 756 €
Budget annexe Assainissement	-19 795 €	7 381 €	672 195 €	-10 773 €	19 883 €	-264 818 €	-162 608 €
Budget annexe Gestion du Port	1 000 €	-50 729 €	-109 456 €	-208 174 €	-6 026 €	103 603 €	170 493 €
Budget annexe Abattoir	108 279 €	-23 119 €	58 295 €	-10 399 €	0 €	0 €	0 €
Budget annexe SPANC							
Report N - 1	-2 249 216 €	-328 923 €	-1 526 017 €	-3 321 951 €	-3 837 857 €	-2 313 041 €	-2 597 934 €
Budget Principal	-1 130 578 €	745 877 €	-275 782 €	-2 696 708 €	-4 400 691 €	-4 152 040 €	-4 114 831 €
Budget annexe Eau	1 057 625 €	1 011 979 €	903 012 €	906 959 €	832 512 €	2 094 820 €	1 933 933 €
Budget annexe Assainissement	-536 095 €	-555 890 €	-548 509 €	123 686 €	112 913 €	132 796 €	-132 022 €
Budget annexe Gestion du Port	-15 242 €	-14 242 €	-64 972 €	-174 417 €	-382 591 €	-388 617 €	-285 014 €
Budget annexe Abattoir	-1 624 926 €	-1 516 647 €	-1 539 766 €	-1 481 472 €	0 €	0 €	
Budget annexe SPANC							
Résultat section Investissement	-504 059 €	-1 526 018 €	-3 321 962 €	-3 837 855 €	-2 313 042 €	-2 597 933 €	-2 683 086 €
Budget Principal	745 878 €	-275 782 €	-2 696 709 €	-2 908 820 €	-4 152 040 €	-4 114 831 €	-4 066 112 €
Budget annexe Eau	836 842 €	903 012 €	906 959 €	832 513 €	2 094 819 €	1 933 933 €	1 792 177 €
Budget annexe Assainissement	-555 890 €	-548 509 €	123 686 €	112 913 €	132 796 €	-132 022 €	-294 630 €
Budget annexe Gestion du Port	-14 242 €	-64 972 €	-174 427 €	-382 591 €	-388 617 €	-285 014 €	-114 521 €
Budget annexe Abattoir	-1 516 647 €	-1 539 766 €	-1 481 472 €	-1 491 871 €	0 €	0 €	0 €
Budget annexe SPANC							

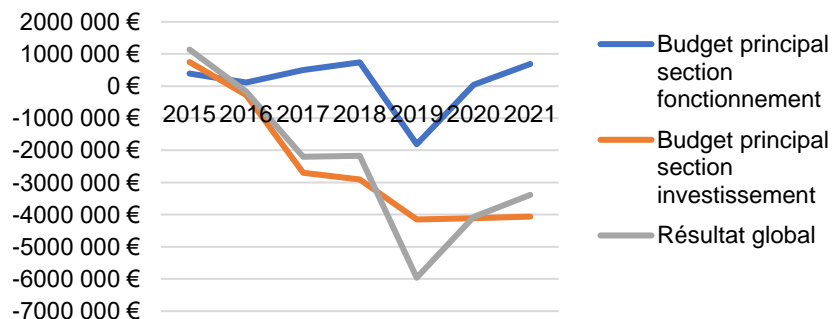
5 – CA 2021 Synthèse des résultats globaux de 2015 à 2021

Synthèse Résultats Globaux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Résultat section Fontionnement	-319 906 €	-1 519 181 €	-1 196 965 €	-951 318 €	-1 683 939 €	653 628 €	1 736 385 €
Budget Principal	390 391 €	107 513 €	495 978 €	735 316 €	-1 814 701 €	38 502 €	683 931 €
Budget annexe Eau	527 059 €	264 560 €	844 070 €	1 411 338 €	150 189 €	350 990 €	670 118 €
Budget annexe Assainissement	-37 456 €	-42 249 €	-47 154 €	-69 143 €	127 €	95 649 €	-170 745 €
Budget annexe Gestion du Port	2 646 €	22 612 €	55 525 €	-53 356 €	-19 554 €	168 487 €	551 546 €
Budget annexe Abattoir	-1 202 546 €	-1 871 618 €	-2 545 384 €	-2 975 473 €	0 €	0 €	
Budget annexe SPANC							1 536 €
Résultat section Investissement	-504 059 €	-1 526 018 €	-3 321 962 €	-3 837 855 €	-2 213 042 €	-2 597 933 €	-2 683 086 €
Budget Principal	745 878 €	-275 782 €	-2 696 709 €	-2 908 820 €	-4 152 040 €	-4 114 831 €	-4 066 112 €
Budget annexe Eau	836 842 €	903 012 €	906 959 €	832 513 €	2 094 819 €	1 933 933 €	1 792 177 €
Budget annexe Assainissement	-555 890 €	-548 509 €	123 686 €	112 913 €	132 796 €	-132 022 €	-294 630 €
Budget annexe Gestion du Port	-14 242 €	-64 972 €	-174 427 €	-382 591 €	-388 617 €	-285 014 €	-114 521 €
Budget annexe Abattoir	-1 516 647 €	-1 539 766 €	-1 481 472 €	-1 491 871 €	0 €	0 €	
Budget annexe SPANC							
Résultat global	-823 965 €	-3 045 199 €	-4 518 927 €	-4 789 173 €	-3 996 981 €	-1 944 305 €	-946 701 €
Résultat global Budget Principal	1 136 269 €	-168 269 €	-2 200 731 €	-2 173 504 €	-5 966 741 €	-4 076 329 €	-3 382 181 €
Résultat global Budget annexe Eau	1 363 901 €	1 167 572 €	1 751 029 €	2 243 850 €	2 245 008 €	2 284 923 €	2 462 295 €
Résultat global Budget annexe Assainissement	-593 346 €	-590 758 €	76 532 €	43 770 €	132 923 €	-36 372 €	-465 375 €
Résultat global Budget annexe Gestion du Port	-11 596 €	-42 359 €	-118 902 €	-435 946 €	-408 171 €	-116 527 €	437 025 €
Résultat global Budget annexe Abattoir	-2 719 193 €	-3 411 384 €	-4 026 856 €	-4 467 343 €	0 €	0 €	0 €
Résultat global Budget annexe SPANC							1 536 €

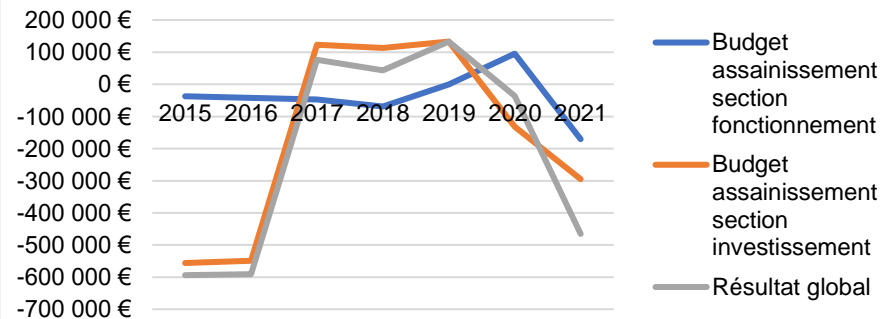


5 – Rétrospective 2015 à 2021 : Graphes évolutions des résultats

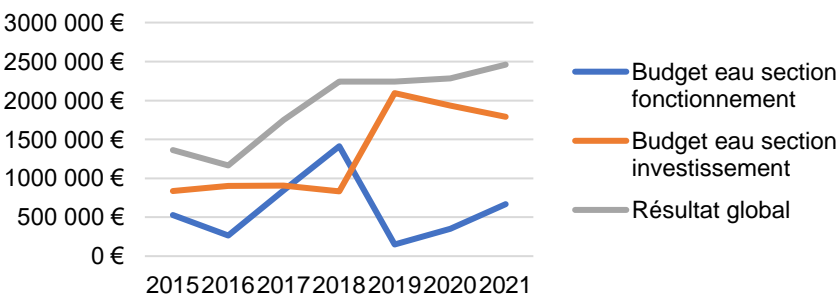
Budget principal



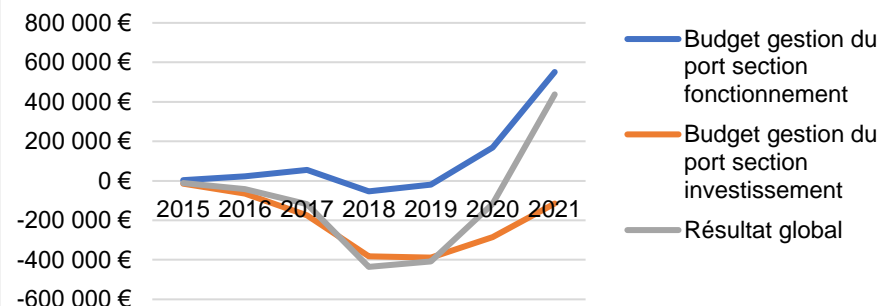
Budget assainissement



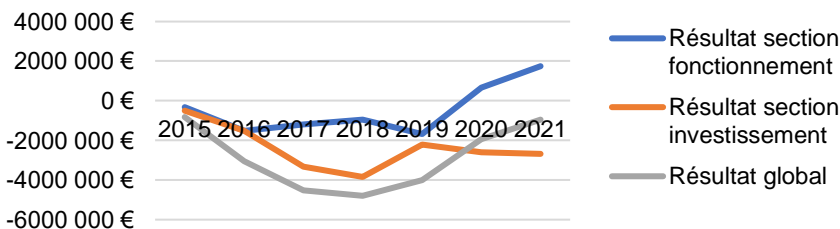
Budget eau



Budget gestion du port



Graphique résultats globaux

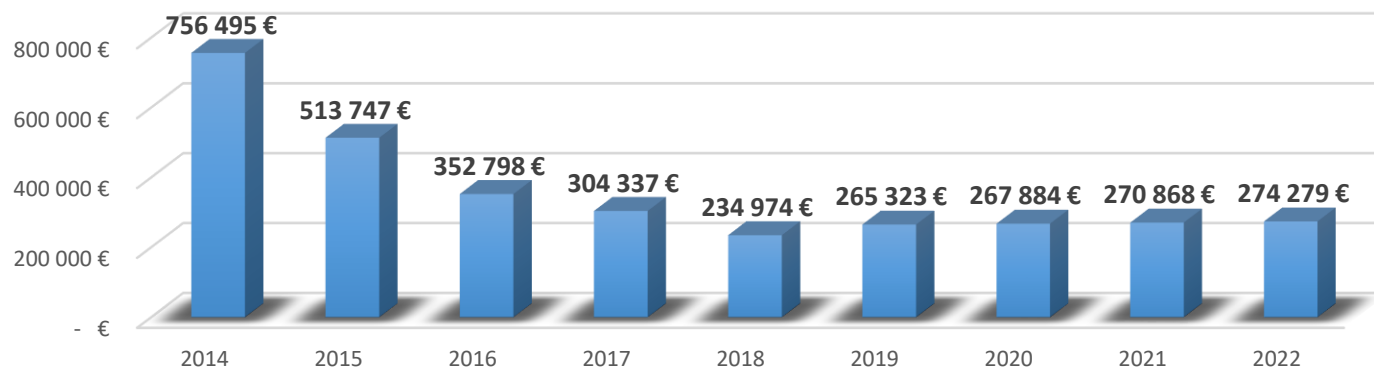


6 + Evolution des recettes de fonctionnement rétrospective jusqu'en 2022

- Dotation Globale de Fonctionnement
- Bases fiscales ménages
- Recettes fiscales
- Bases de TEOM
- Recettes de TEOM
- Bases CFE

6.1 Evolution de la DGF entre 2014 et 2022

D.G.F. : montant total



Les dotations ont été progressivement réduites d'un montant de 482 216 € (-64%) entre 2014 et 2022. En montant cumulé, se sont plus de 3 M€ qui n'ont pas été perçus par le territoire



6.2 Evolution des bases fiscales “Ménages” entre 2016 et 2022

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BASES TH	8 323 344,00 €	8 348 416,00 €	8 465 548,00 €	8 690 759,00 €	9 011 000,00 €	8 753 909,00 €	9 064 641,00 €
BASES FB	8 679 126,00 €	9 107 048,00 €	9 535 396,00 €	9 982 746,00 €	10 241 525,00 €	10 338 173,00 €	10 951 000,00 €
BASES FNB	192 729,00 €	191 249,00 €	192 776,00 €	140 907,00 €	141 738,00 €	149 235,00 €	153 700,00 €
TOTAL	17 195 199,00 €	17 646 713,00 €	18 193 720,00 €	18 814 412,00 €	19 394 263,00 €	19 241 317,00 €	20 169 341,00 €
Variation annuelle		451 514,00 €	547 007,00 €	620 692,00 €	579 851,00 €	- 152 946,00 €	928 024,00 €
%		2,63%	3,10%	3,41%	3,08%	-0,79%	4,82%
BASES TEOM	9 973 006,00 €	10 252 186,00 €	11 023 765,00 €	11 320 874,00 €	11 764 206,00 €	11 935 530,00 €	12 659 065,00 €

Evolution des bases fiscales des ménages



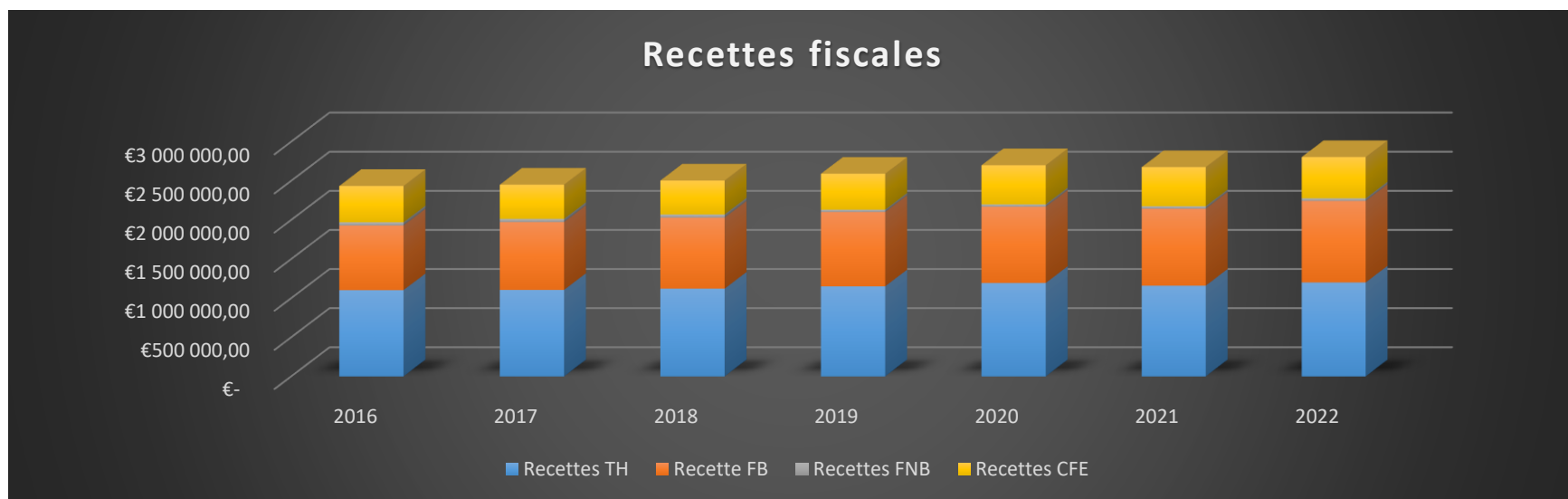
A compter de l'année 2021, il a été tenu compte des bases correspondant à la suppression de la TH.





6.3 Evolution des recettes fiscales entre 2016 et 2022

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes TH	1 102 843,08 €	1 106 165,12 €	1 121 685,11 €	1 151 525,57 €	1 193 957,50 €	1 159 893,00 €	1 201 065,00 €
Recette FB	826 252,80 €	866 990,97 €	907 769,70 €	950 357,42 €	974 993,18 €	984 194,07 €	1 042 535,20 €
Recettes FNB	40 954,91 €	40 640,41 €	40 964,90 €	29 942,74 €	30 119,33 €	31 712,44 €	32 661,25 €
Recettes CFE	464 931,95 €	437 483,36 €	433 984,15 €	459 135,77 €	500 350,39 €	499 384,41 €	527 868,00 €
TOTAL	2 434 982,74 €	2 451 279,86 €	2 504 403,86 €	2 590 961,49 €	2 699 420,40 €	2 675 183,92 €	2 804 129,45 €
Variation annuelle		16 297,12 €	53 124,00 €	86 557,63 €	108 458,90 €	- 24 236,48 €	128 945,53 €
%		0,67%	2,17%	3,46%	4,19%	-0,90%	4,82%
Variation cumulée		16 297,12 €	69 421,13 €	155 978,75 €	264 437,66 €	240 201,18 €	369 146,71 €
%		0,67%	2,85%	6,41%	10,86%	9,86%	15,16%

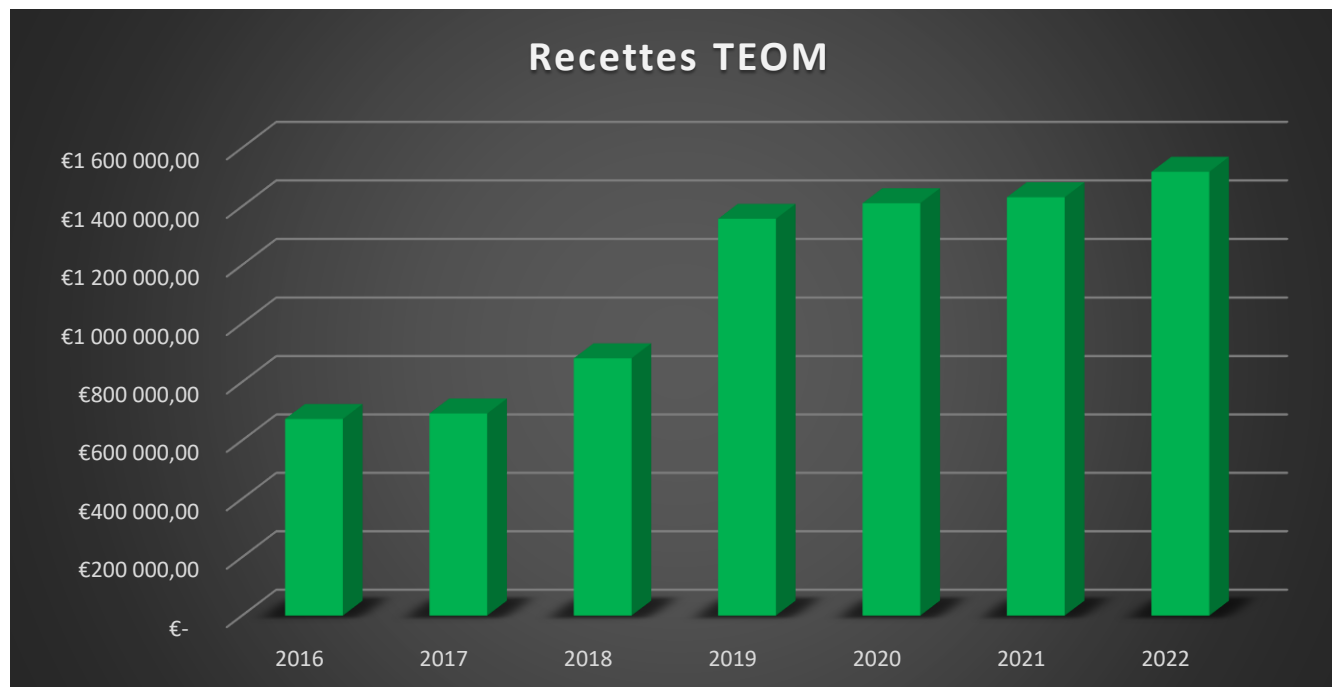


Les recettes fiscales ont progressé de + **15,16%** entre 2016 et 2022 soit une augmentation de **369 146 €**.



6.5 Evolution de la TEOM entre 2016 et 2022

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes TEOM	674 175,21 €	693 047,77 €	881 901,20 €	1 358 504,88 €	1 411 704,72 €	1 432 263,60 €	1 519 087,80 €
Variation annuelle		18 872,57 €	188 853,43 €	476 603,68 €	53 199,84 €	20 558,88 €	86 824,20 €
%		2,80%	27,25%	54,04%	3,92%	1,46%	6,06%
Variation cumulée		18 872,57 €	207 725,99 €	684 329,67 €	737 529,51 €	758 088,39 €	844 912,59 €
%		2,80%	8,53%	28,10%	30,29%	31,13%	34,70%



Les recettes de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères ont progressé de + 125% entre 2016 et 2022 soit une augmentation de **844 913 €**.

La dynamique des bases (+5,03%) et l'augmentation du taux en 2018 (de 6,80 à 8%) sont à l'origine de ces augmentations.

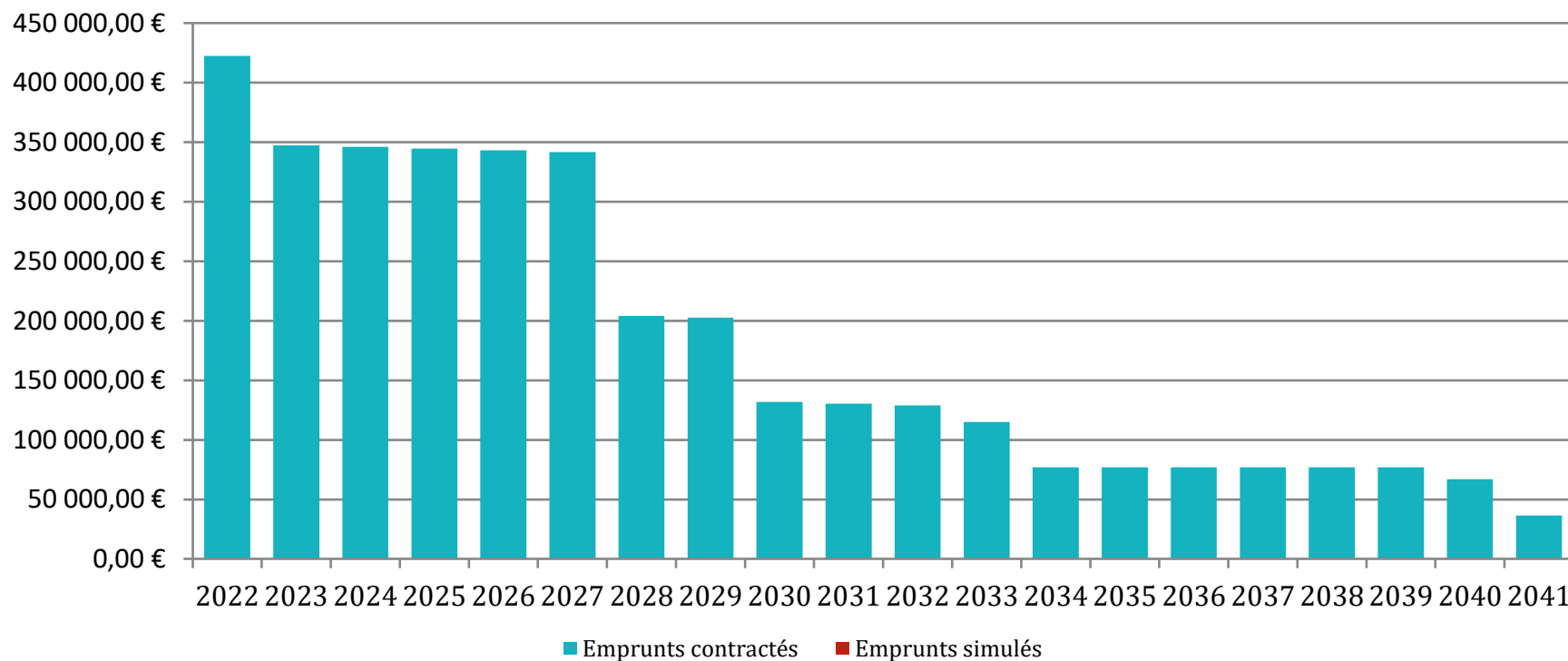


7. Evolution prospective de l'endettement :

- Budget Principal
- Budget Assainissement
- Budget Eau (extinction de la dette en 2022)

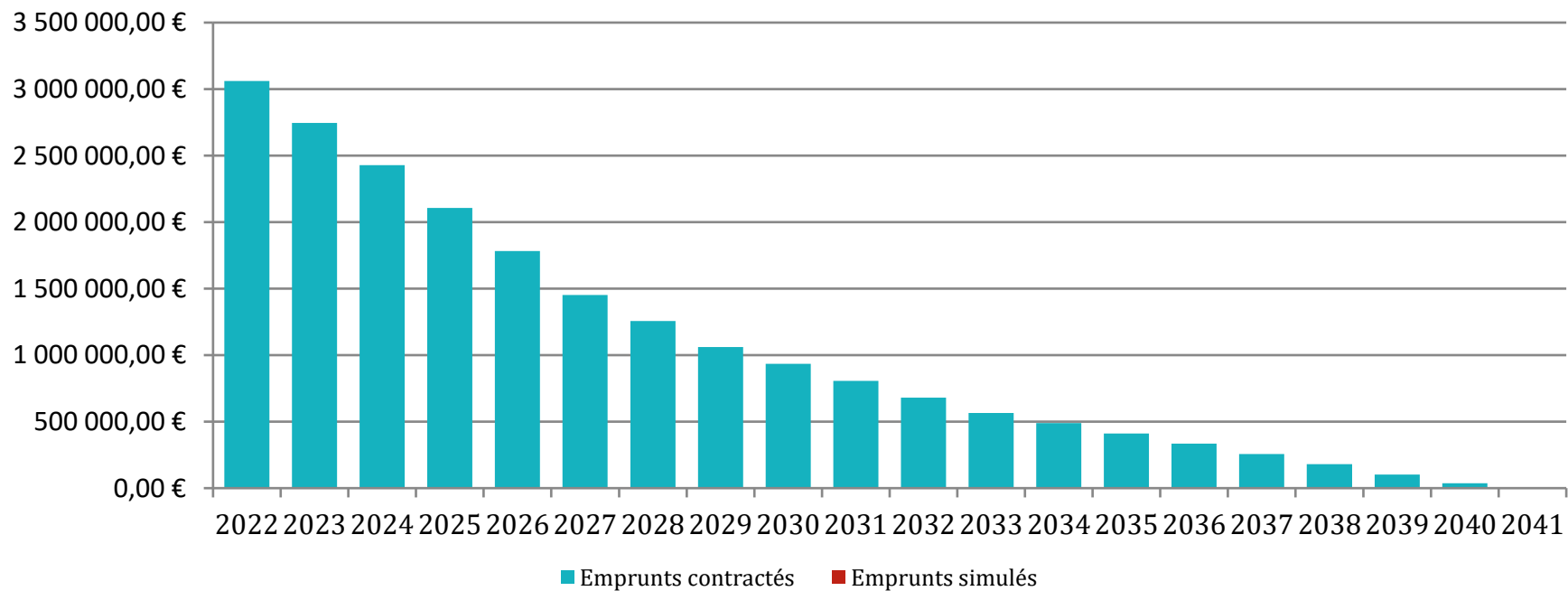
7- Evolution prospective de l'endettement : Budget Principal

Annuités



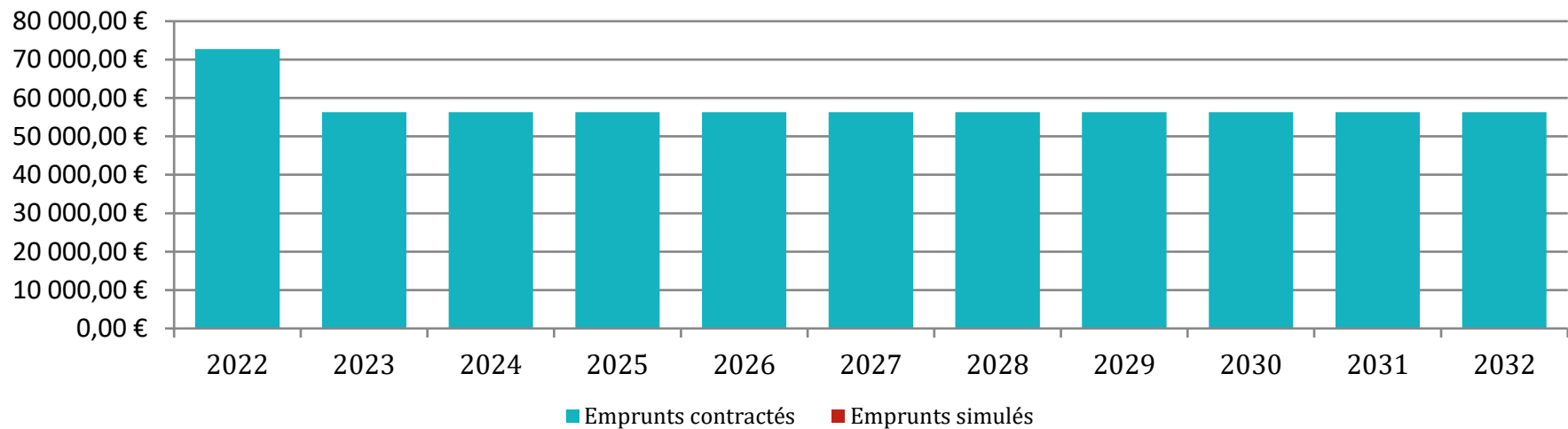
7- Evolution prospective de l'endettement : Budget Principal

Capital restant dû



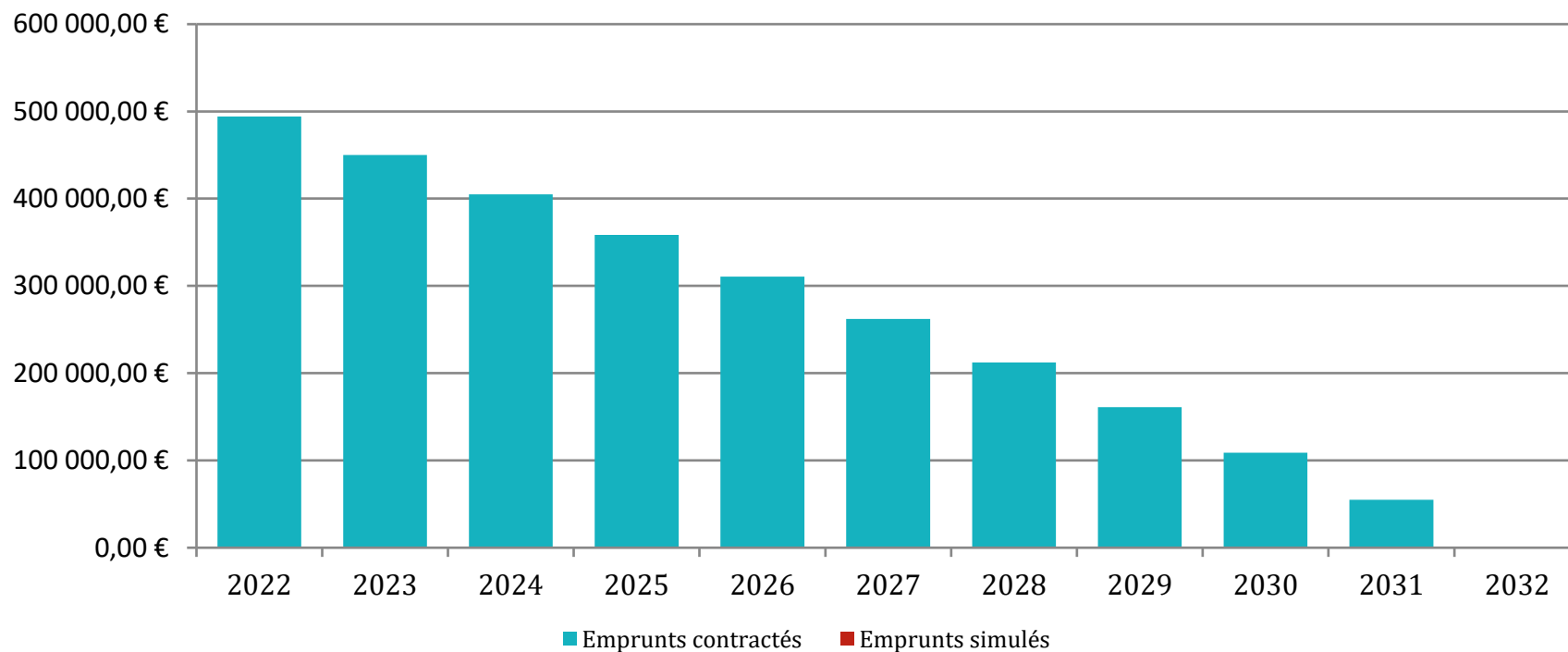
7- Evolution prospective de l'endettement : Budget Assainissement

Annuités



7- Evolution prospective de l'endettement : Budget Assainissement

Capital restant dû





8. Rappel des préconisations de la Chambre Régionale des Comptes



8.1 Rappel des préconisations de la Cour Régionale des Comptes

Ces préconisations devront conduire les réflexions lors de la finalisation du BP 2022

Budget principal

- Section de fonctionnement – Dépenses
 - Limiter les dépenses de personnel à **2 000 000 €**
 - Limiter les charges à caractère général à **2 000 000 €**
 - Limiter les charges de gestion courante à **900 000 €**
- Section de fonctionnement – Recettes
 - Majorer les taux des taxes foncières et la taxe d'habitation pour revenir aux taux de 2013
 - Agir sur l'assiette de l'imposition en relation avec les communes
- Section d'investissement – Recettes
 - Améliorer le suivi des subventions

Budget Assainissement

- Section de fonctionnement – Recettes
 - Instaurer une redevance d'assainissement au moins au niveau de la moyenne départementale

Budget Port

- Section de fonctionnement – Recettes
 - Instaurer les redevances permettant
 - De financer les charges d'exploitation
 - De dégager une capacité d'autofinancement supérieure à 15% des produits d'exploitation

9. Orientations budgétaires :

- A court terme
- Section Fonctionnement
- Section Investissement

9 – Orientations budgétaires 2021/2026

OBJECTIFS :

Le projet d'orientations budgétaires vise à **répondre aux besoins suivants** :

- Assumer les charges de fonctionnement courantes
- Financer les actions et projets qui ont déjà fait l'objet d'engagements ou de décisions du Bureau et du Conseil communautaire
- Anticiper les moyens qui seront nécessaires dans les deux prochaines années
- Permettre d'impulser de nouvelles réflexions, stratégies et projets articulées avec les actions des communautés de communes

9 - Objectifs à court terme

Réduire les dépenses
de fonctionnement

Optimiser les charges à caractère général: mutualisation d'achats, veille sur les consommations des bâtiments, process, mesures d'économie...

Stabiliser les dépenses de ressources humaines: organisation optimisée des services, prestations et mutualisation entre collectivités, renforcement de l'encadrement ...

Politique d'achats: favoriser les mutualisations, négocier, comparer les tarifs

Réduire la durée des opérations: surcoûts à éviter, mobilisation des moyens humains réduite

Améliorer la gestion des équipements: véhicules roulants, bâtiments, petit matériel

9 - Objectifs à court terme

Augmenter les recettes

Recettes exceptionnelles: cession du foncier pour la ZA de Grande-Anse

Lever les recettes du port: parking, taxes et redevances pour les prestations des ports de passagers, de pêche et de plaisance

Appliquer les règles du transfert des compétences: CLECT pour l'éclairage public, le transport des maternelles, et pour toutes nouvelle compétence transmise

Optimiser l'équilibre des services: service collecte des déchets, service portuaire, transport, SPANC ...

Accompagner les communes dans l'optimisation des bases fiscales: la signature de la convention d'accompagnement par la DGFIP doit permettre d'atteindre cet objectif dans les 2 prochaines années



9 - Objectif Equilibre global consolidé des budgets pour 2022

Synthèse Résultats Globaux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Objectifs 2022
Résultat section Fonctionnement	-319 906 €	-1 519 181 €	-1 196 965 €	-951 318 €	-1 683 939 €	653 628 €	1 736 385 €	2 170 000 €
Budget Principal	390 391 €	107 513 €	495 978 €	735 316 €	-1 814 701 €	38 502 €	683 931 €	
Budget annexe Eau	527 059 €	264 560 €	844 070 €	1 411 338 €	150 189 €	350 990 €	670 118 €	
Budget annexe Assainissement	-37 456 €	-42 249 €	-47 154 €	-69 143 €	127 €	95 649 €	-170 745 €	
Budget annexe Gestion du Port	2 646 €	22 612 €	55 525 €	-53 356 €	-19 554 €	168 487 €	551 546 €	
Budget annexe Abattoir	-1 202 546 €	-1 871 618 €	-2 545 384 €	-2 975 473 €	0 €	0 €		
Budget annexe SPANC							1 536 €	
Résultat section Investissement	-504 059 €	-1 526 018 €	-3 321 962 €	-3 837 855 €	-2 213 042 €	-2 597 933 €	-2 683 086 €	-2 170 000 €
Budget Principal	745 878 €	-275 782 €	-2 696 709 €	-2 908 820 €	-4 152 040 €	-4 114 831 €	-4 066 112 €	
Budget annexe Eau	836 842 €	903 012 €	906 959 €	832 513 €	2 094 819 €	1 933 933 €	1 792 177 €	
Budget annexe Assainissement	-555 890 €	-548 509 €	123 686 €	112 913 €	132 796 €	-132 022 €	-294 630 €	
Budget annexe Gestion du Port	-14 242 €	-64 972 €	-174 427 €	-382 591 €	-388 617 €	-285 014 €	-114 521 €	
Budget annexe Abattoir	-1 516 647 €	-1 539 766 €	-1 481 472 €	-1 491 871 €	0 €	0 €		
Budget annexe SPANC								
Résultat global	-823 965 €	-3 045 199 €	-4 518 927 €	-4 789 173 €	-3 996 981 €	-1 944 305 €	-946 701 €	0 €
Résultat global Budget Principal	1 136 269 €	-168 269 €	-2 200 731 €	-2 173 504 €	-5 966 741 €	-4 076 329 €	-3 382 181 €	
Résultat global Budget annexe Eau	1 363 901 €	1 167 572 €	1 751 029 €	2 243 850 €	2 245 008 €	2 284 923 €	2 462 295 €	
Résultat global Budget annexe Assainissement	-593 346 €	-590 758 €	76 532 €	43 770 €	132 923 €	-36 372 €	-465 375 €	
Résultat global Budget annexe Gestion du Port	-11 596 €	-42 359 €	-118 902 €	-435 946 €	-408 171 €	-116 527 €	437 025 €	
Résultat global Budget annexe Abattoir	-2 719 193 €	-3 411 384 €	-4 026 856 €	-4 467 343 €	0 €	0 €	0 €	
Résultat global Budget annexe SPANC							1 536 €	

La progression des recettes de fonctionnement attendue sur l'ensemble des budgets, ainsi que la diminution des déficits d'investissement, devraient permettre d'atteindre un point d'équilibre au 31 12 2022,

Amélioration des indicateurs financiers au 31 12 2021 :

Titres restants à annuler au 31 12 2021 :

- Budget Principal	160 000 €
- Budget Assainissement	160 000 €
- Budget Eau	400 €
- Soit un total de	320 400 €

L'ensemble de ces annulations de titres seront prévus au BP 2022

Pour mémoire les titres à annuler au 31 12 2019 étaient de :

- Budget Principal	1 095 722 €
- Budget Assainissement	421 725 €
- Budget Eau	324 230 €
- Soit un total de	1 841 677 €

Amélioration des indicateurs financiers au 31 12 2021 :

Mandats en instance de paiement au 31 12 2021 :

- Budget Principal 3 700 000 € (principalement le SYVADE)
- Budget Eau 22 600 €
- Soit un total de 3 722 600 €
- Pour mémoire, les mandats en instance de paiement au 31 12 2019 étaient d'un montant de 4 098 000 €

9 - Objectifs Section Investissement

Autres projets d'investissements:

Projets inscrits dans les restes à réaliser au 31 décembre 2021 ou en cours de réflexion, notamment :

- Etude zone activité Grand Anse
- Etude construction centre technique intercommunal
- Travaux bouches d'incendie
- Etudes concernant les pistes cyclables
- Diagnostic concernant la cyber sécurité
- Enfouissement réseaux d'électricité
- Stade intercommunal
- Zone activité Grand Anse
- Bacs ordures ménagères
- Acquisition de véhicules électriques
- Plan d'action territorialisé des déchets
- Transformation numérique

10. Evolution des effectifs

10 - Détail des effectifs

ETAT DES LIEUX AU 31/12/2021					
STATUT	FEMMES	%	HOMMES	%	TOTAL
Fonctionnaires	9	27,27%	24	72,72%	33
Contractuels de droit public	10	83,33%	2	16,66%	12
Contractuel de droit privé	4	66,66%	2	33,33%	6
TOTAL	23	30,00%	28	70,00%	51
CATEGORIE	FEMMES	%	HOMMES	%	TOTAL
A	6	66,66%	3	33,33%	9
B	5	71,43%	2	28,57%	7
C	8	28,57%	21	71,43%	29
TOTAL	19	42,22%	26	57,77%	45

10 – Evolution masse salariale 2022

Envoyé en préfecture le 25/05/2022

Reçu en préfecture le 25/05/2022

Affiché le

Berser
Levraut

ID : 971-249710047-20220518-2022_05_18_05-DE

L'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel en 2022

Au regard de la pyramide des âges des agents de l'EPCI, un seul départ en retraite est programmé pour l'année 2022 et génèreraient seulement une économie de 4380 € cette année puisque le départ est programmé fin novembre 2022.

Par ailleurs, le non renouvellement d'un contrat et le départ de 2 agents va générer une économie par rapport au CA 2021 de 183 215€.

Le Glissement Vieillesse Technicité ainsi que la mise en œuvre des réformes statutaires (réforme des catégories C, prime inflation, relèvement du traitement, viendra impacter de manière infime l'évolution de la masse salariale sur cet exercice budgétaire (**21 764 €**).

En détail :

- Le glissement vieillesse technicité (GVT) correspondant à l'évolution naturelle des carrières des personnels va s'élever à **3 714 €** brut chargé pour les agents de catégorie C et **1 265 €** brut chargé pour les catégories A et B.
- Le reclassement statutaire des agents de la catégorie C fixé par les décrets n° 2021-1818 et N° 202 1- 1819 du 24 décembre 2021, permettant à la majeure partie des agents de catégorie C de bénéficier d'une augmentation du nombre de point d'indice, voir même d'un avancement d'échelon anticipé du fait d'une bonification d'ancienneté, est chiffré à **13 590 €** brut chargé.
- Le relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique, fixé par le décret n° 2022-586 du 20 avril 2022, aura un impact budgétaire de **1 195 €**.
- La prime d'inflation, instaurée par le gouvernement et visant à soutenir les ménages face à la hausse des prix, en particulier ceux de l'énergie a généré une dépense de **2 000 €** sur la paye de février 2022. Tous les agents ayant eu un salaire brut inférieur à 26 000,00 € sur la période janvier à décembre 2021 ont perçu une prime de 100,00 €.

10 – Evolution masse salariale 2022

Envoyé en préfecture le 25/05/2022

Reçu en préfecture le 25/05/2022

Affiché le

Berser
Levrault

ID : 971-249710047-20220518-2022_05_18_05-DE

Un budget de 25 000€ sera alloué pour procéder au versement de la part Complément individuel Annuel du RIFSEEP. Cette part de régime indemnitaire permet de valoriser l'investissement de certains agents sur l'année 2021 notamment les agents ayant absorbé une charge de travail supplémentaire du fait de l'absence de leur collègue (cela permettant de ne pas avoir recours à des CDD de remplacement).

Sur l'année 2022, il est prévu une augmentation à la hausse de l'effectif justifié notamment par la mise en œuvre du schéma de mutualisation mais également par la nécessité de développer des projets dans des domaines liés à l'eau et l'assainissement, à la transformation écologique et au développement du territoire.

Les postes budgétaires, intégrés dans les services communs créés dans le cadre de la mise en œuvre du schéma de Mutualisation avec les communes de l'Ile, sont portés par la Communauté de Commune. Ainsi, la masse salariale liée à ces postes est budgétée en dépense à la CCMG mais ces dépenses sont contrebalancées, pour partie, par les recettes correspondant à la côte part de chaque commune définie par convention.



10 – Evolution masse salariale 2022 :

Envoyé en préfecture le 25/05/2022

Reçu en préfecture le 25/05/2022

Affiché le

Bersef
Levraut

ID : 971-249710047-20220518-2022_05_18_05-DE

Sont concernés en détail pour un montant de **243 580 €** en dépense et un montant de **132 246 €** en recette :

- Le poste de DGS mutualisé à 50% CCMG et 50% Commune de Grand Bourg
- Le poste de Consultant interne RH mutualisé à 40% CCMG et 60% Commune de Grand Bourg
- Le poste de Conseiller Prévention mutualisé à 75% CCMG et 25% Commune de Grand Bourg
- Le poste de Directeur des Services Informatiques mutualisé à 19.51% CCMG, 18.29% Commune de Saint Louis, 17.68% Commune de Capesterre et 45.51% Commune de Grand Bourg,

Concernant les dépenses liées au développement de projet, 2.4 d'entre eux seront compensés par des subventions. Les **163 050 €** de dépenses générées sur le budget 2022 seront compensées par **89 106 €** de recettes.

Sont également intégré dans cette prévision budgétaire, le recrutement de 6 mois d'emploi saisonnier pour un cout de **19 100 €**.

En somme, le chapitre 012 va subir une augmentation de **259 899 €**, En contrepartie, l'augmentation des recettes sera de **221 352 €**.

Tenant compte de ces éléments, les charges de personnel pour 2022 sont estimées à **3 046 074.19 €** au global. En détail, 2 680 104.91 € pour le budget général, 241 582.44€ pour le budget du port, 48 780€ pour le transfert de compétences assainissement non collectif, 75 606.84€ pour le budget AEP.

Cette proposition budgétaire n'intègre pas les éventuelles réformes statutaires qui pourraient être mis en œuvre par le gouvernement durant l'année 2022.

